

La représentation des familles spirituelles, fondement de la démocratie libanaise / Michel Eddé. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 23, t. 1 (2007), pp. 31-38.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des sciences humaines

I. Démocratie — Liban. II. Régimes politiques — Liban. III. Religions — Liban.

PER L1044 / FP208453P

LA REPRÉSENTATION DES FAMILLES SPIRITUELLES, FONDEMENT DE LA DÉMOCRATIE LIBANAISE

S.E.M. MICHEL EDDÉ

La démocratie est par essence une et unique, où qu'elle soit pratiquée de par le monde. Elle se fonde en effet essentiellement sur la liberté, le droit à la différence, le respect de l'autre, l'acceptation de vivre ensemble avec lui. Cependant, dans ses concrétisations, elle ne constitue pas une recette toute prête, ni une opération sui generis. Mais une expérience tangible, trouvant la traduction pratique de son esprit, de sa nature essentielle, dans les particularismes inhérents à toute société.

La particularité du Liban reste qu'il s'est formé, dès l'origine, sur la base de collectivités hétérogènes, spirituellement, confessionnellement ou communautairement. Elles ont opté, ensemble, pour l'édifier d'une commune volonté, sur base d'une formule sociétale singulière, la convivialité. Sur une plate-forme, faut-il le préciser, de diversité et non d'uniformité. Cela, il y a près de 1400 ans. C'est-à-dire, à partir du moment où le Liban a commencé à prendre forme, après la conquête arabe, comme foyer pour des familles spirituelles multiples et différentes. Associées, solidaires, dans sa structuration en tant qu'entité sociétale soudée malgré sa diversité et son pluralisme. Il convient de souligner que le Liban est bien le seul pays de l'Orient arabe qui bénéficie de cette formule de vivre en commun, qui a déterminé la nature de sa formation, dès l'origine.

Quant à ce qui a trait en général à d'autres pays dans le monde, il convient de signaler que le Liban s'est distingué par sa formule de convivialité, à une époque où la plupart des nations se fondaient sur base de l'homogénéité, religieuse, raciale ou linguistique. Cependant, l'évolution politique, économique, sociale et démographique de ces pays, surtout après la Seconde guerre mondiale, et notamment dans les pays les plus industrialisés, a abouti à un changement radical dans la composition de leurs populations respectives, qui englobent désormais des groupes humains différents de races, de religions et de langues. Dès lors, la composition démographique de ces pays n'est plus homogène comme par le passé.

C'est un peu pourquoi la démocratie traditionnellement enracinée dans ces pays, surtout dans les principales nations de l'Europe, a commencé à souffrir de symptômes de suspicion et même de rejet de l'Autre. Des signes qui s'aggravent parfois au point de susciter de véritables crises. Du fait que les immigrants, notamment islamiques, dont le nombre sans cesse croissant représente dans certains pays entre 5 et 10% de la population, ne bénéficient d'aucune représentativité réelle et d'une participation politique embryonnaire. Ni d'ailleurs d'une reconnaissance de leur spécificité religieuse ou culturelle. Comme suite à ce phénomène, qui s'accompagne d'une recrudescence du sentiment de différence discriminatoire et même d'exclusion, ces pays n'ont, le plus souvent, pas encore réussi à résoudre le dilemme de l'intégration démocratique réelle, saine et fructueuse, assurant la convivialité entre les multiples composantes de leurs sociétés actuelles, tout en respectant et préservant leurs particularismes.

Pour ce qui est du Liban, il est généralement admis que son expérience, fondée sur la convivialité, ne découle pas d'un hasard ou d'un automatisme relevant du destin, mais bien de la volonté, du choix librement arrêtés des Libanais. Mais, que dire des événements de 1860, de 1958, de 1975 à 1991 ? En réponse, il faut réaliser, et cela est essentiel, que ces épreuves étaient en fait les résultantes de facteurs extérieurs. Sans toutefois occulter la responsabilité de certaines factions politiques libanaises, qui ont parfois misé sur des soutiens étrangers pour arriver à leurs fins. Ou encore la responsabilité de certaines d'entre elles de se considérer comme un simple appoint, un prolongement d'une cause extérieure. Pour tout dire au fond, il n'est absolument pas acceptable d'imputer les motifs des crises que nous avons citées à la nature du système de la représentation politique des familles spirituelles libanaises. Représentation qui constitue au contraire un composant organique d'un régime qui garantit en fait la formule de convivialité.

L'expérience libanaise montre que la concrétisation de la démocratie se fonde essentiellement sur la possibilité pour toutes les familles spirituelles de vivre politiquement ensemble. Cela signifie, tout d'abord, que ces familles s'associent pour établir ensemble les règles de base, les lois organisant la vie de tous les citoyens. Et qu'elles soient en mesure de surveiller l'application de ces lois à tous, sur un pied d'égalité. En d'autres termes, il faut que ces familles soient toutes, sans exception, présentes d'une manière équilibrée au sein du pouvoir législatif. Sans discrimination, sans marginalisation, sans exclusion, sans atteinte aux droits d'aucune communauté ou confession. C'est ce que stipule la Constitution libanaise, en consacrant l'égalité entre chrétiens et musulmans au sein de l'Assemblée nationale. La loi fondamentale consacre en outre, dans son introduction même, que tout pouvoir contrevenant au pacte de convivialité est de ce fait dénué de toute légitimité.

Le grand penseur Michel Chiha, qui a gravé de sa main la plupart des dispositions de la Constitution libanaise de 1926, et qui est considéré à juste titre comme le philosophe du Pacte National, écrit à ce propos :

« Toucher, au Liban, à la représentation politique à base confessionnelle c'est susciter les associations confessionnelles à base politique. »

Le Parlement constitue donc chez nous la pierre angulaire de l'édifice démocratique. Il incarne en effet, en l'officialisant, la volonté de vivre en commun. Il regroupe toutes les composantes du peuple libanais. Et à travers lui, comme à travers le pouvoir exécutif du reste qu'il génère, la participation de tous à la sauvegarde de l'État comme à la gestion des affaires publiques se trouve assurée. Dès lors, si l'une des familles spirituelles ou des confessions devait être privée de son droit à une vraie représentation politique, l'église ou la mosquée se substitueraient au Parlement, donc au pouvoir politique, comme l'avertit Michel Chiha.

Depuis des lustres, d'aucuns réclament l'abolition de ce que l'on a convenu d'appeler le « confessionnalisme politique ». Visant, plus précisément, la représentation politique des familles spirituelles. En prétendant qu'elle constitue le pire des défauts dont souffre le système politique libanais, et la cause des crises ou des conflits qui secouent de temps à autre le pays, et affectent son unité, son développement et son évolution.

Ce que cette thèse définit tout à fait à tort comme défaut ou comme tare constitue en réalité la raison d'être et l'essence même de l'existence du Liban et de sa pérennité, en tant que société, qu'entité et qu'État. Et, en fait même bien plus qu'un simple État, un « Message pour l'Humanité », selon l'expression du regretté souverain pontife disparu, S.S. Jean-Paul II.

La réalité libanaise de la pluralité religieuse au sein de l'unité de la société comme de la patrie est, par essence, fondatrice d'une expérience démocratique exceptionnelle se distinguant chez nous par son caractère basé sur le consensus et non sur le nombre. Avec l'apport de richesse du pluralisme interactif, protégeant notre pays du danger de l'uniformisation, et garantissant la diversité et le droit à la différence qui constituent le fondement de tout système démocratique.

Dans cet esprit, et dans le cadre de la participation active de tous à la recherche des bases d'une entente permettant de mettre un terme à la guerre qui nous a été imposée au Liban depuis 1975, Sa Béatitude le Cardinal Mar Nasrallah Boutros Sfeir, Patriarche d'Antioche et de Tout l'Orient, avait déclaré au début de l'été 1987 :

« Le principe de l'égalité au sein du Parlement est capital et vital. Il existe deux valeurs, l'une chrétienne l'autre musulmane, qui doivent être égales indépendamment de la question du nombre ».

À cette occasion, il convient de saluer la lucidité historique et le courage du grand disparu qu'était Cheikh Mohammed Chamseddine. Dans son testament aux Libanais, il soulignait l'importance capitale de notre formule d'Entente Nationale, qui conditionne la pérennité même du Liban. Je cite :

« L'abolition du confessionnalisme politique... est un slogan... que j'avais moi-même lancé et défendu durant de longues années...J'avais élaboré mon projet, basé sur la démocratie du nombre, assortie du principe de la concertation... »

« Mais, j'ai par la suite, poursuit l'Imam, examiné en profondeur la nature de la société libanaise, et des familles spirituelles qui la composent, ainsi que le système démocratique parlementaire appliqué dans notre pays, qui est caractérisé par la préservation des particularismes existant et découlant de la diversité confessionnelle... Il m'est apparu alors que l'abolition du confessionnalisme politique au Liban relèverait d'un aventurisme mettant en péril l'existence même du pays, ou à tout le moins sa stabilité. En créant des situations impliquant le recours à l'étranger, d'ici ou de là, avec intervention de forces extérieures, de part et d'autre. C'est bien pourquoi je recommande aux chiites libanais en particulier, en souhaitant être entendu de tous les Libanais, musulmans et chrétiens, de faire abstraction, désormais dans leur action comme dans leur pensée politiques, du projet d'abolition du confessionnalisme politique... Je recommande au contraire que l'on s'attache, que l'on défende, que l'on respecte ce système tout en le réformant et en améliorant sa pratique. Je

crois que Taëf est une formule exemplaire, et que le système politique libanais issu de ce pacte est sain et équilibré ».

Ce que l'on qualifie de confessionnalisme politique, et que l'on attribue à tort au système de la représentation politique des familles spirituelles, découle en réalité, du défaut capital constitué par le clientélisme, et le copartage des avantages allié à la mise en coupe réglée des ressources de l'État et à l'exploitation des institutions. Suscités et alimentés par une praxis tronquée et dévoyée de notre système de représentation démocratique parlementaire.

Naturellement, ces deux graves défauts, le clientélisme et le copartage, ne sont pas, dans le monde, l'apanage du Liban seulement. Ils sévissent aussi dans la plupart des pays, industrialisés et laïcs comptant parmi les plus développés ou encore les plus homogènes socialement. Mais dans ces pays, les institutions constitutionnelles et leurs mécanismes démocratiques mettent en échec ces dérives et violations par le biais des organismes de contrôle et par la pratique de la mise en question et de la reddition des comptes. Ce qui est donc particulier au Liban, à ce propos, c'est que le fonctionnement des institutions de l'État reste paralysé et par suite ces institutions sont incapables de remplir leurs missions et leurs obligations de contrôle et d'exiger des redditions de comptes.

Ces graves défauts sont apparus chez nous, dès l'ère de l'indépendance, avec ce qu'il est convenu d'appeler le « féodalisme politique ». Les responsables politiques ont depuis cette époque pratiqué le clientélisme, pour assurer des avantages particuliers à leurs électeurs par le biais du détournement de la loi ou du trafic d'influence. De la sorte, et sans que cela ait un lien quelconque avec le système de représentation politique des familles spirituelles, les principaux responsables politiques devenaient la référence et le recours auquel s'adressait l'électeur moyen. Et, rapidement, un lien fondé sur la dépendance et l'allégeance, comme par le passé dans le système féodal, se tissait entre eux. Les citoyens devenaient de la sorte des hommes liges ou dépendants, un « troupeau de moutons électeurs », selon l'expression de Michel Chiha. Le chef politique, le « Zaïm », se trouvant consacré comme seigneur et maître à qui il fallait se référer plutôt qu'à l'État et à ses institutions paralysées de ce fait, pour obtenir même des droits élémentaires ou profiter d'avantages illicites résultant souvent d'un détournement de la loi.

En réalité, ces pratiques abusives et néfastes ont abouti au renforcement de l'influence d'une poignée assez réduite d'individus et de profiteurs sur les citoyens pour les contraindre à modifier leur comportement ou leur choix politiques. Ces individus ont pu ainsi consacrer leur domination sur la vie politique et économique du pays. Ce qui se traduisait, du même coup, par la

marginalisation et l'exclusion de leurs concurrents ainsi qu'à la privation effective de leurs droits.

L'exercice systématique du clientélisme a semblé à certains avoir un lien avec la représentation des communautés ou des confessions, alors qu'il résultait, en réalité, d'une pratique purement politique dévoyée et malsaine. C'est là que réside la source même du malentendu, de l'interprétation erronée donnée à la relation, à la définition comme à la teneur de ce qu'on appelle le confessionnalisme politique. En d'autres termes, la formule a été dénaturée et perçue faussement et injustement comme étant l'émanation de la représentation politique des familles spirituelles. Et lui attribuant la responsabilité de fautes, de violations et de corruptions résultant en fait de la pratique du clientélisme et du copartage. Donc du féodalisme politique, abstraction faite de l'appartenance communautaire des dirigeants politiques.

Le plus scandaleux, sans doute, reste que le copartage a produit une structure dangereuse autant qu'hypocrite destinée à protéger et soutenir les politiciens de l'un ou de l'autre bord. Cela, répétons-le, étant tout à fait étranger à la nature et à l'essence du système de représentation politique des familles spirituelles. Cette identification de politiciens impliqués dans le détournement de la loi, avec la communauté à laquelle ils appartiennent a créé la confusion conduisant à la condamnation de ce système de représentation politique. Cette récupération et cet amalgame qui reste malheureusement toujours le cas actuellement, constituent l'obstacle qui empêche tout contrôle, et qui bloque toute demande de reddition de comptes aux responsables des infractions ou des délits. Autrement dit, c'est la démocratie qui se trouve battue en brèche, du moment qu'elle peut fonctionner véritablement que dans le cas où les organismes de contrôle remplissent leur mission. Je le redis et j'insiste, le copartage tend à donner l'impression que toute demande de reddition de comptes à un responsable, ou à un parti, est perçue souvent comme une atteinte à la communauté entière à laquelle il appartient ! D'où l'immunité pratiquement inviolable, que nul ne songe à ce jour à remettre en question puisque l'application de la loi dans ce climat serait perçue comme un acte hostile à l'ensemble de la communauté de ces politiciens. Dans cette optique, il est facile aux responsables de ces violations de présenter les éventuels conflits entre groupes rivaux comme risquant de dégénérer en une confrontation entre communautés. Tout ceci constitue en fait un obstacle à la réhabilitation effective de l'État et au plein exercice de son pouvoir et de sa mission. Afin qu'il redevienne le premier et le dernier recours du citoyen.

Je voudrais ajouter que l'instauration du clientélisme comme du copartage ainsi que la permanence de ces pratiques se trouvent tributaires du système sur

base duquel se déroulent les élections qui génèrent le pouvoir législatif d'où est issu le gouvernement. C'est pourquoi, le sujet le plus grave, et qui affecte le plus l'avenir du système de la démocratie parlementaire au Liban, reste celui de la loi électorale.

Une saine approche démocratique, en vue de l'adoption d'une loi électorale juste, assurant une représentation réelle des citoyens comme des familles spirituelles, doit se fonder nécessairement sur le principe constitutionnel qui stipule que la légitimité du pouvoir, dans notre système se trouve liée :

Premièrement, à une représentation, politique authentique et équilibrée de toutes les familles spirituelles du Liban.

Deuxièmement, à la validité de la représentation parlementaire des électeurs, le député devant être effectivement mandaté par ces derniers, et non pas imposé par un groupe de pression ou par celui qui le représente.

Troisièmement, au respect des règles de la convivialité et de l'entente nationale.

Dès lors, le critère d'une vraie représentativité parlementaire, fondée sur la convivialité, se situe dans la préservation de cette représentation politique. Ceci implique qu'il faut donner la latitude aux électeurs pour qu'ils puissent choisir eux-mêmes, effectivement et non théoriquement, leurs députés. Pour assurer et garantir la participation effective et concrète de toutes les composantes socio-religieuses du pays à la vie de l'État Libanais et de ses institutions constitutionnelles, de manière sainement équilibrée.

Les difficultés actuelles découlant de la crise dans laquelle se débat le pays ont tout de même eu cet avantage de permettre aux Libanais de manifester par leur comportement leur attachement réel à la convivialité et au système démocratique parlementaire.

La convivialité reste conditionnée par l'existence d'un État moderne, capable de protéger la démocratie et de la développer. Il ne peut, évidemment s'agir que d'un État de droit, stable, édifié sur des institutions civiles légales et constitutionnelles, et dont les lois sont respectées et s'appliquent à tous sans distinction. Un État qui ne saurait être tributaire de contraintes ou d'engagements dépendant de changements politiques régionaux ou internationaux. Et qui ne saurait être ligoté par des conflits découlant de la pratique du clientélisme et du copartage sectaire ou confessionnalisé. Seul cet État de droit peut réussir à mettre en harmonie la citoyenneté et le pluralisme religieux. En pratiquant une distinction positive entre l'appartenance religieuse et la République, en évitant de pervertir les communautés confessionnelles par la

pratique de la politique politicienne ou de fonder la politique sur les a priori d'un fanatisme religieux. L'État de droit peut seul garantir l'exercice de la liberté, qui est une des principales raisons d'exister du Liban, ainsi que la pratique d'une justice égale pour tous, au plan des droits comme des obligations. De même, cet État peut seul harmoniser le droit du citoyen de décider de son destin, de gérer ses affaires, et d'assurer son avenir avec les impératifs de la préservation des familles spirituelles et de leurs spécificités et particularismes.

Enfin, l'État de droit est bien le seul système capable d'assurer l'harmonie entre l'indépendance et la pérennité du Liban, et son appartenance arabe, enrichie par son ouverture sur tous les pays de la planète.